Regards sur l'économie allemande
Bulletin économique du CIRAC

91 | 2009
Varia

Une nouvelle identité allemande ?

Thomas Petersen

Traducteur : Isabelle Bourgeois

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rea/3705
DOI : 10.4000/rea.3705
ISBN : 978-2-8218-0878-2
ISSN : 1965-0787

Éditeur
CIRAC

Édition imprimée
Date de publication : 1 mai 2009
Pagination : 45-56
ISSN : 1156-8992

Référence électronique
Thomas Petersen, « Une nouvelle identité allemande ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 91 | mai 2009, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 14 novembre 2019. URL : http://journals.openedition.org/rea/3705 ; DOI : 10.4000/rea.3705

© CIRAC

Une nouvelle identité allemande ?

Thomas Petersen

En cette année 2009, la République fédérale d'Allemagne fête un double anniversaire. Il y a 60 ans, la deuxième démocratie allemande fut portée sur les fonts baptismaux. Il y a 20 ans, le Mur de Berlin tombait, et la révolution pacifique qui progressait en RDA mena peu après à la réunification des deux Allemagne, deux Etats à la souveraineté jusque là divisée. Comment ces deux chapitres de leur histoire ont-ils laissé leur empreinte sur les Allemands, et comment ont-ils forgé la vision qu'ils ont de leur propre pays ? Les sondages représentatifs menés par l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (fondé en 1947, bien avant la naissance de la République fédérale, le 23 mai 1949), révèlent que les Allemands de l'ouest n'entretenaient à l'origine que peu d'espérances envers leur nouvel Etat. L'Institut leur avait posé en février 1949, soit plusieurs mois avant la constitution de la RFA, la question suivante : « Etes-vous pour ou contre la création d'un Etat fédéral ouest-allemand ? ». *Une faible majorité de 51 % des personnes interrogées se déclara pour, 23 % d'entre elles contre, et 26 % indifférentes ou sans opinion.*

Plus révélatrices encore sont les réponses à cette autre question dont, à elle seule, la formulation qu'on considérerait aujourd'hui comme inusuelle reflète le climat de l'opinion d'alors : « Est-ce que la future Constitution ouest-allemande vous laisse indifférent ou est-ce que vous vous intéressez à la question ? ». *40 % répondirent que la future Constitution les laissait indifférents, 33 % s'efforcèrent d'affirmer qu'ils s'y intéressaient* « modérément ». *Seulement 21 % des Allemands se montrèrent* « très intéressés ». *Le chaos politique de la République de Weimar et la catastrophe du IIIe Reich, après leur avoir fait perdre toute illusion, avaient laissé un profond dégoût. La majorité des Allemands s'était alors détournée de la politique. Et elle ne fondait guère d'espoir dans la nouvelle RFA.*

Depuis, après 60 années de paix et de prospérité croissante, l'attitude des Allemands envers leur Etat a profondément changé. Et la République fédérale d'Allemagne est la première démocratie allemande qui ait su s'inscrire dans la durée avec succès. Face à cette évolution, un observateur étranger ne peut manquer de se demander si les Allemands n'auraient pas foncièrement changé de caractère après la chute du IIIe Reich. Or c'est faire fausse route que de poser la question en ces termes. Car cela renvoie implicitement à l'hypothèse que le IIIe Reich constituerait en quelque sorte la normalité, qu'il serait la concrétisation logique et manifeste de spécificités typiquement allemandes. Mais rien, dans l'histoire quasi millénaire de l'Allemagne avant la prise de pouvoir par Hitler, ne corrobore cette hypothèse.

Quand on cherche donc à savoir pourquoi se diffuse aujourd'hui hors d'Allemagne l'impression que les Allemands auraient changé de caractère, il faut considérer le fond des choses et remonter plus loin dans l'Histoire. Il faut tenir compte dans ses réflexions du profond déchirement que connut ce pays durant des siècles et se préoccuper de savoir de quoi pourrait réellement être fait ce caractère allemand. Et quand on veut bien se livrer à cet effort, on comprend vite que ce qui a changé, ce sont moins les caractéristiques foncières des Allemands que le contexte géopolitique de ces dernières décennies. Car pour la première fois depuis des siècles, celui-ci a offert aux Allemands une nouvelle stabilité, leur permettant de trouver le répit nécessaire pour se mettre en accord avec eux-mêmes.

« Incertitudes allemandes »

A l'étranger, les Allemands ont la réputation d'être instables – non sans raison. Bien avant que les deux guerres mondiales du XXe siècle et les crimes de l'ère national-socialiste eurent ébranlé pour des décennies la conscience de soi d'un peuple entier, des observateurs aussi variés que Madame de Staël, Heinrich Heine ou Friedrich Nietzsche décrivaient déjà une étonnante versatilité et une permanente propension au doute comme la caractéristique foncière des Allemands. Et c'est sans doute Nietzsche qui, avec son sens certain de la formule, sut le mieux résumer ces impressions : ce qui définit les Allemands, disait-il, c'est justement qu'ils ne cessent de s'interroger sur *« ce qui est allemand ».*

La marque de la guerre de Trente ans

A en croire la thèse émise par le politiste écossais Richard Rose, le fait qu'une nation perde une grande guerre la marque pour des siècles. Si cela est vrai, alors le rapport douloureux qu'entretiennent les Allemands avec leur nation ne peut trouver ses racines que dans l'expérience des dévastations et des humiliations de la guerre de Trente ans (1618-1648). Le morcellement comme l'impuissance du Premier Empire allemand qui s'en sont suivis et qui n'ont pris fin qu'un siècle et demi plus tard, avec les conquêtes napoléoniennes, ont laissé durablement leur empreinte.

Depuis deux siècles, ce voisin aux émotions imprévisibles déconcerte tout particulièrement les intellectuels français. En 1813 déjà, dans « *De L'Allemagne* » (chap. II), Madame de Staël écrivait : *« Il n'y a point un grand amour pour la patrie dans un empire divisé depuis des siècles, où les Allemands combattaient contre les Allemands, presque toujours excités par une impulsion étrangère ; l'amour de la gloire n'a pas beaucoup de vivacité là où il n'y a point de centre, point de capitale, point de société ».* Et il semblerait que cette impression non seulement se soit maintenue par-delà les bouleversements politiques comme les mutations de la société mais qu'elle décontenance toujours les Français. En 1931 par exemple, le diplomate Pierre Viénot, qui fera plus tard partie des proches de de Gaulle à Londres, publiait un essai portant ce titre évocateur : *« Incertitudes allemandes ».*

Les Allemands se sont approprié leurs symboles nationaux

Les Allemands commencent à se sentir fiers d'être Allemands

Sachant cela, si on considère la République fédérale et la manière dont a évolué ce que les Allemands pensent de leur pays, on constate un surprenant changement. Tout porte à croire que les Allemands commencent aujourd'hui à se sentir fiers d'être Allemands. Pour un observateur étranger, ce renouveau identitaire a été particulièrement frappant lors du Mondial de football de 2006. Or les Allemands ont été eux-mêmes les premiers surpris de voir la gaieté avec laquelle leurs compatriotes agitaient le drapeau noir-rouge-or, et avec quelle festive évidence, dans les stades, ils chantaient l'hymne national – à pleine voix et si distinctement que les millions de téléspectateurs du monde entier auraient pu l'entonner avec eux, mais sans que jamais ne se mêle le moindre soupçon d'agressivité ou d'arrogance à leur joyeuse exubérance.

Le contraste avec le passé ne peut être plus saisissant : seulement trois décennies plus tôt, lors du Mondial de football de 1974 qui se tenait dans la RFA d'avant l'Unité, quand la *Mannschaft* entonnait l'hymne national, elle réduisait à un silence gêné le public dans les stades. En août 2006, l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD) avait mené un sondage représentatif, dont l'une des questions était ainsi formulée : *« Lors du Mondial de football, on pouvait voir partout des drapeaux allemands et les accessoires des supporters allemands aux couleurs nationales. Est-ce que cela vous a étonné ou est-ce que, à votre avis, c'était normal pour un Mondial se déroulant dans votre propre pays ? »*. 58 % des Allemands interrogés ont répondu qu'ils étaient surpris de constater cette joyeuse exubérance nationale. Un peu plus d'un tiers seulement (37 %)

l'estimait normale pour un Mondial se déroulant chez eux ; mais, fait révélateur, le taux de réponses atteignait 51 % chez les moins de 30 ans.

« Lors du Mondial de football, on pouvait voir partout des drapeaux allemands et les accessoires des supporters allemands aux couleurs nationales. Est-ce que cela vous a étonné ou est-ce que, à votre avis, c'était normal pour un Mondial se déroulant dans votre propre pays ? »

Réponses :	*« c'était normal »*	*« cela m'a étonné »*
Ensemble de la population	37 %	58 %
14-29 ans	51 %	45 %
30-44 ans	41 %	56 %
45-59 ans	32 %	63 %
60 ans et plus	28 %	63 %

Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfrage n° 7092, août 2006. NB. Différence avec 100 % : *« ne sait pas »* ou n.s.p.

Le patriotisme effarouche encore, sauf les plus jeunes

Est-ce à dire que les jeunes générations d'Allemands ont développé une relation plus simple et naturelle avec leurs symboles nationaux que leurs parents et grands-parents, marqués par la profanation que le régime nazi avait fait subir à ces symboles ? Et se pourrait-il que leur approche ait une influence sur les tendances du *Zeitgeist* ? Les réponses au sondage mené par l'IfD en août 2006 semblent aller dans ce sens. *« Imaginez que quelqu'un dise : 'Du fait de notre passé sous le IIIe Reich, nous autres Allemands devrions montrer de la retenue en ce qui concerne les symboles nationaux et l'expression du patriotisme'. Etes-vous d'accord avec cet avis ou pas ? »*. A cette question, une nette majorité de sondés (58 %) a répondu *« pas d'accord »*. 22 % d'entre eux seulement étaient d'accord ; douze ans plus tôt, en 1994, ceux-ci étaient encore deux fois plus nombreux. Et comme pour la question précédente, ceux qui se sont le plus clairement prononcés contre la retenue en la matière sont les plus jeunes.

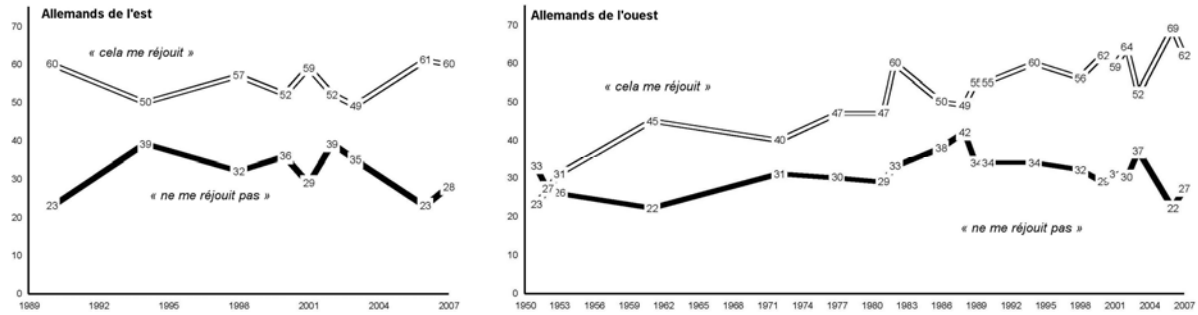
S'identifier avec un nouveau modèle de société prend du temps

Nombreux sont les exemples attestant que, chez les Allemands, l'image et la conscience de l'identité nationale ne sont que faiblement développées en comparaison internationale. Cette fierté nationale que cultivent comme allant de soi tant de peuples – à commencer par les Français – est un sentiment que les Allemands ne connaissent guère, même aujourd'hui. Toutefois, le récent changement qui s'observe dans leur attitude face aux symboles nationaux est un signe révélateur d'un changement d'attitude aussi à l'égard de leur propre nation. Or ces tendances révèlent dans le même temps qu'il faut beaucoup de temps à un peuple pour surmonter les traumatismes nationaux et assumer pleinement un nouveau système politique et un nouveau modèle de société.

Leur drapeau ne laisse plus les Allemands indifférents

C'est ce qu'il ressort de manière très nette de l'évolution des réponses à une question sur les tendances lourdes de la société que l'Institut d'Allensbach pose régulièrement depuis 1951, la dernière vague remontant à 2007. La question posée est la suivante : *« Cela vous réjouit-il de voir de temps en temps les couleurs du drapeau de la République fédérale ? »*.

« Cela vous réjouit-il de voir de temps en temps les couleurs du drapeau de la République fédérale ? »



Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfragen. NB. Différence avec 100 % : *« me laisse indifférent », « cela dépend »,* autres ou n.s.p.

En 1951, seulement 23 % des personnes interrogées disaient s'en réjouir, et bien plus (33 %) affirmaient ne pas s'en réjouir. Deux ans plus tard, cette relation s'était inversée, les attitudes positives (31 %) l'emportant sur le rejet (26 %) ;

mais la moitié de la population était toujours sans opinion ou disait ne pas s'intéresser à la question.

Au cours des décennies suivantes, et surtout à partir des années 1980, la part des Allemands disant trouver plaisir à voir le drapeau noir-rouge-or n'a cessé d'augmenter lentement, mais continûment, si on fait abstraction de quelques variations liées à l'actualité, mais toujours fugitives. D'une manière tout aussi significative, la part des Allemands affirmant ne pas se réjouir à la vue de leur drapeau augmentait parallèlement jusqu'à la fin des années 1980. Car cette dernière tendance peut être considérée elle aussi comme la traduction du fait que les couleurs de la République fédérale se sont progressivement imposées en tant que symbole national. En effet, si la majorité des Allemands se reconnaît alors dans le drapeau et si une importante minorité exprime son rejet, ce symbole ne laisse plus indifférent que très peu d'entre eux.

Depuis le début des années 1990, la part des sondés disant ne pas se réjouir à la vue du drapeau allemand a progressivement baissé. Selon toute vraisemblance, c'est l'expérience de l'Unité allemande qui déclenché ce revirement. Aujourd'hui, les deux tiers des Allemands, à l'est comme à l'ouest, disent se réjouir à la vue du drapeau national ; ils ne sont plus qu'un quart à ne pas se réjouir. Bien qu'il n'existe pas de données fiables pour la période d'avant 1947, on peut néanmoins raisonnablement supposer qu'il faut remonter loin dans l'Histoire, un siècle environ, pour rencontrer une pareille sympathie portée par les Allemands à leurs couleurs nationales, avec cette même joie bon enfant et sans la moindre équivoque.

Un « patriotisme constitutionnel »? Pas vraiment.

On observe une évolution tout aussi lente et, dans la mesure où il est possible de le constater *a posteriori*, tout aussi progressive, en ce qui concerne l'acceptation de la Constitution de la République fédérale, en l'occurrence la Loi fondamentale adoptée en mai 1949. Dans les débats intellectuels allemands circule depuis les années 1980 le concept de *« patriotisme constitutionnel » (Verfassungspatriotismus)*. Lancé à l'origine par le politiste Dolf Sternberger, puis reprise par d'autres scientifiques dont le philosophe Jürgen Habermas, il définit un attachement raisonné à l'Etat de droit qu'est la République fédérale d'Allemagne et à son ordre libéral et démocratique *(freiheitlich-demokratische Grundordnung)* par opposition à un amour de la patrie non raisonné, mû par l'émotion et sans lien avec un type particulier de système politique.

L'appropriation de la Constitution est elle aussi guidée par l'émotion

Or ce concept fondé sur une approche intellectuelle et le système de valeurs du rationalisme n'est peut-être pas le plus congruent. Car les sondages de l'Institut d'Allensbach montrent, quant à eux, que l'identification avec la Constitution suit un cheminement similaire à celui de l'appropriation plus émotionnelle des symboles nationaux. Cela n'infirme certes en rien la thèse du « patriotisme constitutionnel », mais l'évolution de l'opinion n'en amène pas moins à se demander si ces deux approches ne sont pas intimement liées.

L'identification avec la Constitution demande du temps, à l'est comme à l'ouest

« Quel est votre avis sur notre Constitution, je veux dire : sur notre Loi fondamentale ? Dans l'ensemble, la trouvez-vous bien ou pas ? ». A cette question, 82 % des Allemands de l'ouest répondent aujourd'hui qu'ils la trouvent bien. En 1955, ils n'étaient encore que 30 %. En 1972, c'est-à-dire plus de vingt ans après la constitution de la République fédérale, ce taux était monté à 52 %. Et ce n'est certainement pas un hasard si les réponses des Allemands de l'est ressemblent aujourd'hui à celles que faisaient les Allemands de l'ouest il y a 40 ans. Actuellement, dans les nouveaux Länder, 58 % des personnes interrogées ont une opinion positive de la Loi fondamentale.

La Loi fondamentale et le système démocratique forment un tout

La structure de ces réponses rejoint largement celle qu'on obtient quand on demande s'il convient ou non de remplacer, après 60 ans, la Loi fondamentale par une autre loi *« correspondant mieux à nos besoins et à nos intérêts »* de maintenant. Logiquement, on s'attendrait à ce qu'une telle revendication gagne

en importance au fur et à mesure que s'éloigne la date à laquelle la Constitution fut adoptée. Or il n'en est rien. En 1968 par exemple, 26 % des Allemands (alors de l'ouest seulement) plaidaient, en réponse à une question similaire, pour une nouvelle Loi fondamentale, plus moderne. Ils ne sont aujourd'hui, dans l'Allemagne réunifiée, plus que 22 %. La part de ceux qui estiment que cela n'est pas nécessaire est passée dans le même temps de 43 % à 63 %. Dans les nouveaux Länder, 41 % des personnes interrogées plaident aujourd'hui pour une nouvelle Constitution, et 38 % contre. En 1991, un an après l'Unité, cette relation était encore respectivement de 58 % et 18 %. Autrement dit, la Loi fondamentale et le système démocratique qu'elle fonde sont perçus comme indissociables d'un tout : la République fédérale d'Allemagne. L'approbation de la Constitution et l'identification avec la République fédérale sont indissolublement liées comme les deux faces d'une même médaille.

L'ancrage de la démocratie est déficitaire à l'est

Les Allemands sont convaincus par leur système démocratique…

Cela ne signifie pas pour autant que, globalement, les convictions démocratiques se soient ancrées plus profondément dans la société allemande au cours des dernières années. Car, au moins depuis l'Unité allemande (1990), on observe une sorte de stagnation, comme le révèle l'évolution des réponses à une question que l'IfD pose depuis une quarantaine d'années. Elle est : *« Pensez-vous que la démocratie que nous connaissons en Allemagne est le meilleur régime qui soit ou pensez-vous qu'il y en a un autre, meilleur encore ? »*. Depuis 40 ans, avec une grande régularité, les trois quarts des Allemands (d'abord ceux de l'ouest seulement, puis tous depuis l'Unité) répondent que la démocratie est le meilleur régime ; la part de ceux qui préfèreraient un autre régime oscille entre 4 % et 14 %.

… sauf à l'est

Dans les nouveaux Länder (l'ex-RDA), les opinions sont partagées : aujourd'hui, 36 % des sondés y pensent que la démocratie est le meilleur régime qui soit, et 24 % estiment qu'il y a mieux. Certes, les opinions favorables au système démocratique sont désormais plus répandues qu'à la fin des années 1990, mais rien ne permet d'en conclure qu'il s'agit là d'une tendance nette et établie dans la durée. On croirait volontiers que la démocratie libérale est particulièrement prisée dans cette partie de l'Allemagne où la marque des dictatures passées est encore palpable et où le souvenir de ces décennies reste vivace dans les esprits. Or il n'en est rien, bien au contraire. Rien ou presque en effet ne laisse entrevoir que le scepticisme des Allemands de l'est pourrait perdre de sa vigueur dans un proche avenir.

Les deux tiers des Allemands approuvent leur modèle de société

Il en va de même des réponses à cette autre question : *« Quand vous pensez à la vie que nous menons en Allemagne, diriez-vous que l'organisation actuelle de notre société* [Gesellschaftsordnung] *mérite d'être défendue, ou en doutez-vous ? »*. En janvier 2009, 62 % des Allemands estiment que leur modèle de société mérite d'être défendu, et 25 % seulement en doutent. Avec des taux de respectivement 67 % et 22 %, les réponses recueillies en 1991 étaient quasi identiques. Dans ce cas aussi, les Allemands de l'est montrent une plus grande retenue dans leurs réponses que les Allemands de l'ouest. Alors que ces derniers sont 68 % à juger leur modèle de société digne d'être défendu, seule une minorité des Allemands de l'est (37 %) partage cette opinion, une proportion légèrement supérieure d'entre eux (39 %) exprimant son doute.

L'ancrage insuffisant des valeurs démocratiques à l'est est liée à une erreur d'appréciation des Allemands de l'ouest…

Ces réponses ne veulent nullement dire que la démocratie serait en danger en Allemagne. Mais elles révèlent bien plutôt combien la transmission et l'explicitation des principes au fondement de la démocratie ont été déficitaires depuis l'Unité allemande, surtout dans les nouveaux Länder. *A posteriori*, force est de constater que, à l'ouest, les élites de la société, les responsables politiques, les acteurs économiques comme les médias partageaient tous inconsciemment le même présupposé. Ils pensaient en effet que les principes de l'ordre libéral et démocratique comme ceux de l'économie sociale de marché s'imposeraient

d'eux-mêmes dans la société est-allemande après l'Unité, estimant que ceux-ci avaient suffisamment prouvé leur supériorité sur les régimes de dictature et d'économie planifiée qui avaient mené les Etats est-européens à la faillite. Ils croyaient donc inutile de mener un travail pédagogique particulier. Mais cette approche nourrie par l'*understatement* de l'expérience – celle du renouveau établi sur les valeurs démocratiques et les principes d'un libéralisme organisé – était d'une singulière naïveté.

… liée à l'expérience de la simultanéité du renouveau démocratique et du « miracle économique » à l'ouest

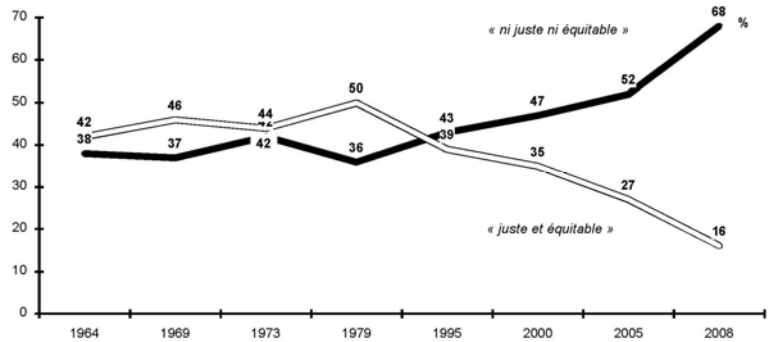
Car elle sous-estimait la puissance de l'empreinte de plusieurs décennies de dictature sur la vision du monde des Allemands de l'est. Et elle négligeait un facteur déterminant : contrairement à ce qui fut le cas dans la jeune République fédérale au sortir de la guerre, l'instauration d'un régime démocratique et d'un modèle d'économie sociale de marché ne s'accompagne pas nécessairement d'une croissance économique automatique et constante, profitant rapidement à presque toutes les couches de la société. On n'avait alors pas pensé au fait que l'instauration de la démocratie et l'avènement de l'économie sociale de marché peuvent aussi coïncider avec des périodes où se cumulent les problèmes économiques, et que la transition n'en doit pas moins se faire avec succès.

L'injustice ressentie

68 % pensent que la situation économique est injuste…

On comprend dès lors que les doutes exprimés par une large partie de la population à l'encontre du système politique de la République fédérale ont pour corollaire un scepticisme croissant envers le modèle de l'économie sociale de marché, ce scepticisme se nourrissant lui-même de l'impression d'une progression de l'injustice sociale en Allemagne. C'est ce que révèlent les réponses à une question sur les grandes tendances de l'opinion, posée depuis 1964, et qui fut posée pour la dernière fois au printemps 2008, c'est-à-dire avant la crise économique actuelle : *« Comment voyez-vous les choses : est-ce que la situation économique chez nous en Allemagne – je veux dire par là ce que les gens possèdent et ce qu'ils gagnent – est dans l'ensemble juste et équitable, ou ne l'est-elle pas ? »*. Jusque dans les années 1990, le oui et le non étaient à peu près à égalité. Mais depuis le début du millénaire, la proportion de ceux qui pensent que la situation n'est pas juste et équitable s'est accrue, passant à 68 %. Seuls 16 % des sondés pensent encore le contraire.

« Comment voyez-vous les choses : est-ce que la situation économique chez nous en Allemagne – je veux dire par là ce que les gens possèdent et ce qu'ils gagnent – est dans l'ensemble juste et équitable, ou ne l'est-elle pas ? ».



Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfragen (dernier sondage : n° 10023, juillet 2008). Réponses de tous les Allemands (1964-79 : Allemands de l'ouest uniquement). NB. Différence avec 100 % : indécis.

… alors que dans la réalité, l'écart des revenus s'est à peine creusé depuis 1991

Cette évolution de l'opinion est d'autant plus parlante qu'elle ne se laisse corroborer par aucune tendance chiffrée au plan macro-économique. Selon les données publiées par l'Office fédéral des Statistiques, en effet, la structure des revenus n'a que faiblement évolué entre 1991 et 2005 (données les plus récentes disponibles). Ainsi, la part du total des revenus que perçoivent les 20 % des Allemands les plus pauvres a légèrement baissé, passant de 9,7 % à 9,4 % ; à

l'opposé de l'échelle des revenus, la part des 20 % les plus riches a légèrement augmenté, passant de 35,2 % à 35,9 %. Autrement dit, l'écart entre riches et pauvres s'est creusé beaucoup moins vite qu'on ne le croit communément. Et même dans l'hypothèse où cette tendance se serait accélérée au cours des trois dernières années, cela ne changerait rien au constat que la tendance à la hausse de la disparité des revenus est bien plus prononcée dans la perception des Allemands qu'elle ne l'est dans la réalité.

Mais 29 % seulement des Allemands estiment que leur propre situation est injuste

La comparaison avec les réponses à une autre question posée aux Allemands est à cet égard révélatrice. *« Si vous pensez à votre propre situation économique – je veux dire par là ce que vous gagnez et que vous possédez – et que vous la comparez avec celle des autres, la trouvez-vous dans l'ensemble juste et équitable ou non ? »*. Une majorité (51 %) des personnes interrogées a répondu en 2008 qu'elle considère comme juste et équitable sa propre situation ; 29 % d'entre elles seulement s'estiment traitées injustement.

Question A : ***« Comment voyez-vous les choses : est-ce que la situation économique – je veux dire par là ce que les gens possèdent et ce qu'ils gagnent – est dans l'ensemble juste et équitable, ou ne l'est-elle pas ? »***
Question B : ***« Si vous pensez à votre propre situation économique – je veux dire par là ce que vous gagnez et que vous possédez – et que vous la comparez avec celle des autres, la trouvez-vous dans l'ensemble juste et équitable ou non ? »***

Réponses *) :	***« la situation économique dans l'ensemble »***	***« ma propre situation par rapport à celle des autres »***
« juste et équitable »	16 %	51 %
« pas juste et équitable »	68 %	29 %
Indécis / n.s.p.	16 %	20 %
Total	100 %	100 %

Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfrage n° 10023, juillet 2008. *) Ensemble de la population.

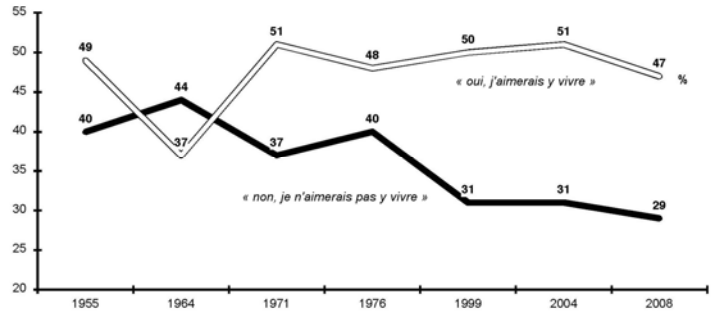
Juste ou injuste : une question de morale plus qu'une opinion

Contrairement aux apparences, les réponses à ces deux questions sur le sentiment d'injustice ne sont nullement contradictoires, car indépendamment de la problématique concrète abordée en l'occurrence, ce type de réactions à une même question, posée sous un angle général puis personnel, est courant et bien connu. Et il est significatif, car une telle divergence entre l'appréciation de la situation générale et celle de la situation individuelle apparaît généralement lorsque le climat de l'opinion est soumis à de fortes pressions. Des divergences similaires dans la perception ont ainsi été enregistrées dans les années 1980 et 1990 dans des sondages sur la protection de l'environnement. Alors que les Allemands étaient convaincus en majorité que la Nature était largement détruite en Allemagne, ils percevaient au contraire comme amplement préservée la nature dans leur environnement immédiat. Tout porte à croire que penser que la situation économique en Allemagne est juste ou injuste est devenu aujourd'hui une question d'ordre moral.

Les Allemands supportent moins les inégalités sociales

Visiblement, les Allemands se montrent de moins en moins enclins à accepter les inégalités sociales, comme le montre l'évolution des réponses à la question ci-dessous.

« Aimeriez-vous personnellement vivre dans un pays où il n'y aurait ni riches ni pauvres, mais où tous possèderaient à peu près autant? »



Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfragen (dernier sondage : n° 10023, juillet 2008). Réponses de tous les Allemands (1955-76 : Allemands de l'ouest uniquement). NB. Différence avec 100 % : indécis.

Depuis près de 40 ans, une majorité de 50 % répond invariablement qu'elle aimerait vivre dans un tel pays. Mais sur la même période, la part des opinions contraires a considérablement reculé ; et aujourd'hui, moins d'un tiers seulement des Allemands affirment qu'ils préféreraient ne pas vivre dans un tel pays.

Et quand on leur demande s'il est justifié qu'un manager, une star du cinéma ou un grand sportif gagne 10 millions € par an, les réponses sont univoques : les sondés sont seulement 14 % à estimer un tel salaire légitime dans le cas d'une star, 9 % dans celui d'un dirigeant et 8 % dans celui d'un sportif de haut niveau. Et à une écrasante majorité de plus des trois quarts à chaque fois, ils disent que rien ne permet de justifier des salaires aussi élevés. Richesse et pauvreté ont ceci de commun que les Allemands les considèrent comme un mal qu'il s'agit de combattre.

Progression du scepticisme européen

Toutefois, le fait que les Allemands se mettent à douter de leur propre modèle de société ne doit pas masquer l'essentiel : aujourd'hui plus que voici quelques années encore, les Allemands, conscients de leur valeur, jettent un regard serein sur leur pays et une identité assumée. En comparaison avec le passé, cela en fait assurément un partenaire plus prévisible pour leurs voisins – mais pas forcément plus facile, comme le révèlent les sondages de l'Institut d'Allensbach sur l'évolution de l'opinion par rapport à l'Union européenne.

45 % des Allemands ne s'intéressent pas à l'Europe

Les réponses que font aujourd'hui les Allemands aux questions traitant de l'Europe n'ont plus rien de commun avec celles des années 1950, 1960 ou 1970. L'enthousiasme d'alors s'est dissipé, cédant le pas moins à un rejet qu'à un désintérêt largement partagé.

En mai 2008, à la question : *« Si demain vous lisiez dans le journal que la Commission européenne a été supprimée, est-ce que vous salueriez cette décision, la regretteriez, ou est-ce qu'elle vous laisserait indifférent ? »*, 12 % ont répondu qu'ils la salueraient, 43 % qu'ils la regretteraient ; une majorité relative de 45 % disait que cela la laisserait indifférente ou ne se prononçait pas. Les réponses à une question similaire sur le Parlement européen étaient pratiquement équivalentes.

Les Allemands sont européens parce que c'est ce qu'on attend d'eux

Peu importe au fond la formulation concrète de la question ou l'aspect qu'on retient en matière de politique européenne, les réactions sont toujours empreintes d'une tiède approbation proche de l'indifférence. Ainsi, par exemple, quand on demande aux Allemands : *« A quel point vous intéressez-vous à l'UE en général et à l'intégration européenne ? »*, 16 % d'entre eux disent s'y intéresser *« beaucoup »*, 61 % optent pour un *« je m'y intéresse un peu »* qui n'engage à rien, et 18 % avouent franchement que le sujet ne les intéresse *« pas du tout »*. A la question : *« A quel point êtes-vous pour ou contre l'unité européenne ? »*, 13 % répondent qu'ils sont *« très pour »* et 59 % qu'ils sont *« pour dans l'ensemble »* ; 15 % affirment que cela leur est égal, et 10 % disent qu'ils sont contre. Face à de telles réponses, on ne peut qu'en conclure que les professions de foi pro-européennes de l'opinion allemande ont aujourd'hui tout du discours convenu et que les Allemands ne se disent pas européens par conviction intime, mais parce qu'ils savent que c'est ce qu'on attend d'eux.

L'Europe laisse indifférents les plus jeunes…

Or contrairement à ce qu'on croit souvent, ce ne sont pas les plus âgés, mais les plus jeunes que l'Europe laisse indifférents. Les réponses à la question suivante sont typiques à cet égard. *« Vous intéressez-vous à la politique européenne – je veux dire : aux décisions qui se prennent à Bruxelles ou au Parlement européen de Strasbourg –, ou ne vous y intéressez-vous pas ? »*. Les trois quarts des moins de 30 ans disaient en mai 2008 que ce qui se passe à Bruxelles ou à Strasbourg ne les intéresse *« pas particulièrement »* ou *« pas du tout »* ; chez les 60 ans et plus, le taux de réponses n'atteignait 'que' 59 %. Seuls 25 % des jeunes et 41 % des plus âgés affirmaient *« je m'y intéresse »*.

« Vous intéressez-vous à la politique européenne – je veux dire : aux décisions qui se prennent à Bruxelles ou au Parlement européen de Strasbourg –, ou ne vous y intéressez-vous pas ? »		
Réponses :	***« je m'y intéresse »***	***« je ne m'y intéresse pas particulièrement / pas du tout »***
16-29 ans	25 %	75 %
30-44 ans	35 %	65 %
45-59 ans	37 %	63 %
60 ans et plus	41 %	59 %

Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfrage n° 10020, mai 2008.

… dont l'européanisme est mû par la seule raison

Il faudra bien se faire à l'idée que les forces qui ont œuvré après la dernière guerre à la constitution de la Communauté du Charbon et de l'Acier, puis de la Communauté économique européenne vont bientôt disparaître. Par nature, la génération des petits-enfants ne partage pas l'expérience traumatisante qui poussait les survivants de la deuxième Guerre à tout mettre en œuvre pour rendre impossible une rechute du continent dans le nationalisme. Lorsque, dans les années 1990, le chancelier Kohl soulignait inlassablement que l'intégration européenne est une question de guerre et de paix, et que le président Mitterrand, dans son dernier grand discours tenu devant le Parlement européen, assénait cette sentence : *« le nationalisme, c'est la guerre ! »*, nombreux étaient alors ceux qui, déjà, ressentaient cette approche comme quelque peu anachronique. Aujourd'hui, ces messages laissent indifférente une grande partie de la jeune génération ; ils ne lui 'parlent' tout simplement plus. Bien sûr, quel que soit leur âge, 60 % des Allemands approuvent cette assertion : *« Ce qui est vraiment déterminant dans l'Union européenne, c'est la question de guerre et paix. Seule l'unité de l'Europe permet de garantir durablement la paix en Europe »*. Mais si la jeune génération est consciente de l'impératif d'une Europe unie, son adhésion est mue par la raison et non plus par l'expérience. La conviction européenne des plus jeunes a d'autres racines que celle de leurs grands-parents.

Sens et valeur des symboles

L'opinion des Européens n'est pas prise en compte dans le processus d'intégration

En ce sens, l'attitude des Allemands vis-à-vis de l'Europe s'est rapprochée de celle de leurs voisins qui n'ont pas subi avec la même intensité l'expérience traumatisante de la dictature, de la culpabilité et de la guerre. Or les débats intellectuels et politiques ne semblent guère tenir compte de ces changements ni non plus du fait que, ces dernières années, les progrès de l'intégration se sont faits généralement à l'encontre de l'opinion allemande. Le numéro spécial consacré en 2007 à l'Union européenne par la revue la plus réputée de sciences politiques, la *Politische Vierteljahresschrift*, est à cet égard symptomatique. Sur quelque 400 pages, il passe en revue les aspects les plus divers de la politique européenne. Mais sans jamais que soient abordées, dans aucune des contributions, la question du soutien porté ou non par les citoyens des Etats membres au processus d'intégration ni celle de la relation qu'ils entretiennent avec les institutions européennes.

Sans doute, la nécessité pour les responsables de conclure avec pragmatisme des compromis délicats explique en partie que soit reléguée à l'arrière-plan la composante émotionnelle liée à l'unité européenne. Mais cet état de fait nourrit aussi une autre problématique dont voici un exemple parlant. Au cours d'un entretien approfondi qu'il eut récemment avec des étudiants de l'Université de Hambourg, un député du Parlement européen expliquait les modifications apportées au texte du projet de Traité constitutionnel européen, grâce auxquelles les Etats membres avaient pu se mettre d'accord à Bruxelles en 2006 sur un nouveau projet, le *Traité de Lisbonne* finalement adopté le 13 décembre 2007 et actuellement en cours de ratification par les Etats membres. Ce qui avait été décisif pour l'émergence du consensus, selon ce député, c'est que, dans la nouvelle version du projet de traité constitutionnel, on avait finalement

renoncé à faire référence à *« ces détails inutiles »* que sont l'hymne ou le drapeau européen.

Comment s'identifier à une Europe sans symboles ?

Il ne peut s'agir ici de mettre en doute le fait que le renoncement à la mention des symboles de l'UE a joué un rôle clef pour forcer le consensus sur l'adoption du projet de traité dans son entier. Mais on commet une grave erreur d'appréciation si on considère ces symboles comme accessoires. Car l'histoire mouvementée de la relation qu'entretiennent les Allemands avec leurs symboles nationaux a largement prouvé la haute importance de ceux-ci pour l'identification d'un peuple avec sa nation et avec les valeurs politiques que portent ces symboles. Et l'histoire a pareillement démontré, comme on l'a vu plus haut, qu'il s'écoule beaucoup de temps avant que la population s'approprie ces symboles. Or si les symboles ne sont pas cultivés, l'émotion qui animait l'idée d'Europe, surtout en Allemagne, est condamnée à disparaître.

Qu'est-ce qui est « typiquement allemand »?

Est-ce à dire que les Allemands ne seraient plus « typiquement allemands » ? Auraient-ils changé de caractère ? Certainement un peu, mais pas foncièrement. La question de savoir s'il existe quelque chose comme un caractère national décrivant les spécificités d'un peuple est assurément une des plus passionnantes mais aussi une des plus difficiles à examiner dans les sciences sociales et humaines. Tant que la recherche n'aura pas abouti à des constats d'une scientificité à toute épreuve, l'hypothèse de l'existence ou non de caractères nationaux restera une pure vue de l'esprit.

La force des émotions

Cela étant, les travaux de recherche sur l'opinion n'en délivrent pas moins quelques précieux indices quant aux traits spécifiques des Allemands. Et ceux-ci semblent avec une étonnante pertinence corroborer la thèse selon laquelle les Allemands seraient un peuple foncièrement émotionnel. C'est ce que révèle avec une limpidité particulière l'échelle *« Affect Balance Scale »* développée par le psychologue et statisticien Norman Bradburn (Université de Chicago). Il s'agit d'une série d'auto-déclarations qu'on soumet aux personnes interrogées dans le cadre d'enquêtes représentatives d'opinion et dont, durant la phase d'analyse, on classe les réactions sur une échelle. A l'origine, cette échelle avait été conçue pour étudier les conceptions, modes de vie et circonstances contribuant à une vie ressentie comme harmonieuse.

Les questions à la base de cette échelle portent sur le vécu d'émotions dont l'intensité sort de l'ordinaire, tantôt positives, tantôt négatives. On demande ainsi par exemple aux sondés : *« Est-ce qu'une chose vous a totalement enthousiasmé ou intéressé au plus haut degré ? »*, ou bien : *« Est-ce qu'il vous est arrivé d'avoir l'impression d'être au septième ciel, de trouver la vie tout simplement merveilleuse ? »*. Mais on leur demande aussi : *« Vous est-il arrivé de vous sentir très déprimé, très malheureux ? »*. L'*Affect Balance Scale* permet entre autres de montrer que bonheur et malheur sont loin d'être des pôles opposés. Car ceux qui décrivent qu'ils ont vécu de nombreuses expériences heureuses sont souvent les mêmes que ceux qui affirment avoir souvent éprouvé des émotions négatives.

Les Allemands ressemblent aux Américains, et pour cause…

Et donc, quand on inséra cette échelle dans une vaste enquête internationale sur les valeurs (qui se poursuit aujourd'hui sous le nom de *World Values Study*), on fut surpris de constater que les Allemands – de l'ouest comme de l'est – étaient nettement plus nombreux que les autres à affirmer que, dans la période précédant l'entretien, ils avaient éprouvé les émotions décrites dans le questionnaire. Et ce, aux deux extrêmes de l'échelle. On releva ainsi une fluctuation entre bonheur et malheur inconnue dans cette amplitude dans la quarantaine des autres pays participant à l'étude. Aucun autre peuple n'exprimait autant d'émotions que les Allemands – à une exception près : les Américains (Etats-Unis). Ils étaient les seuls à se distinguer par une intensité émotionnelle compa-

rable à celle des Allemands. Or quand on se remémore le fait qu'une majorité relative des Américains descend des Allemands, que les citoyens des Etats-Unis sont plus nombreux à avoir des origines allemandes qu'anglaises, irlandaises, italiennes ou espagnoles, on résiste difficilement à l'impression d'avoir peut-être découvert là un trait foncier du caractère allemand que même la progressive mutation de la conscience de soi observée chez les Allemands depuis la fin de la guerre ne parviendra en rien à changer…

NOMBREUX SONT DONC LES ELEMENTS PERMETTANT DE CONCLURE que les Allemands présentent aujourd'hui un équilibre identitaire sereinement ancré dans une confiance de soi recouvrée, un caractère incomparablement plus pondéré que par le passé, et probablement même depuis la période de la guerre de Trente ans. Mais on peut tout autant supposer qu'ils ne se départiront pas de sitôt de ce trait qui leur est si foncièrement particulier : leur versatilité. Et on peut être assuré que les Français comme leurs autres voisins européens trouveront bien d'autres occasions encore de s'étonner des changements d'humeur qu'ils constateront en Allemagne.

Il faut cependant se garder de confondre ces variations de l'humeur avec une inconstance politique foncière. Tout porte à croire en revanche que les voisins de l'Allemagne se sont jusqu'ici fait aussi peu que les Allemands eux-mêmes à l'idée que les Allemands se sont simplement 'normalisés'. Probablement, la propension qu'ont ces derniers à préférer souligner les aspects problématiques d'une évolution plutôt que ses côtés positifs – autre trait qui n'a rien d'atypique – contribue-t-elle à en fausser la perception. L'appréciation du processus d'intégration des deux Allemagne réunies depuis 1990 en fournit un bon exemple. Alors que les médias allemands et, à leur suite, de nombreux observateurs étrangers plaçaient, à juste titre, au centre de leurs préoccupations les problèmes pratiques et psychologiques que l'intégration de deux Etats si longtemps divisés soulève invariablement, tous en perdaient de vue un élément pourtant essentiel : bien que confrontés à tous ces problèmes, les Allemands, eux, n'ont jamais douté du fait que l'Unité allemande était une chance unique de l'Histoire. Les sondages de l'Institut d'Allensbach montrent clairement que, même durant les années 1970 et 1980, alors que la partition de l'Allemagne semblait encore un fait historique irréversible, les Allemands n'ont jamais abandonné l'espoir de voir se réaliser un jour la réunification. Et dans la deuxième moitié des années 1990, au plus fort des difficultés économiques des nouveaux Länder et des problèmes de communication entre l'est et l'ouest, toujours, il se trouvait une majorité écrasante d'Allemands de l'est pour répondre à la question *« Pour vous, la réunification est-elle plutôt une occasion de vous réjouir ou un motif d'inquiétude ? »* par : *« C'est une occasion de se réjouir ».*

Toutes ces réponses font apparaître les 60 ans de la République fédérale et les 20 ans de l'Unité allemande comme une *« success story »* au sens plein du terme – bien plus que ne le permettent les seules données macro-économiques ou les résultats électoraux. Car pour la première fois depuis longtemps, les Allemands ont confiance en eux-mêmes : cette confiance est à la fois profonde et authentique car elle repose sur une sérénité intérieure, et non pas sur l'affirmation exagérée, voire agressive, d'une apparente conscience de soi. Cela signifie aussi qu'ils n'éprouvent plus autant qu'avant le besoin de démontrer aux autres, et bien plus encore à eux-mêmes, leurs profondes convictions démocratiques. Les jeunes générations, plus que les autres bien sûr, tendent aujourd'hui à réagir en haussant les épaules à de telles demandes émanant de l'extérieur. Dans le même temps, pourtant, l'époque des déchirements intérieurs, de l'impuissance comme de l'abus de pouvoir a marqué au fer la mémoire collective des Allemands.

Peut-être est-ce là un atout. Car on peut en tirer une hypothèse : peut-être faut-il chercher ici la raison qui fait que les Allemands semblent aborder les grandes mutations de la société avec plus de facilité que les autres peuples dont l'iden-

tité plonge ses racines dans une continuité historique qui ne présente pas les mêmes ruptures. Et cette aptitude au changement s'applique aussi aux grandes mutations qu'entraîne dans son sillage le processus de globalisation.

Traduction : I. Bourgeois

Indications bibliographiques

• **Bradburn Norman M.**, *The Structure of Psychological Well-Being*, Chicago, Aldine, 1969

• **Heine Heinrich**, *Deutschland, ein Wintermärchen*, Francfort/Main, Insel, 2006 ; édition française : *De l'Allemagne*, Paris, Gallimard, 1998

• **Nietzsche Friedrich**, *Jenseits von Gut und Böse,* Stuttgart, Reclam, 1988 : édition française : *Par-delà le bien et le mal*, Paris, Flammarion, 2000

• **Noelle- Neumann Elisabeth, Neumann Erich Peter (eds)**, *Jahrbuch der öffentlichen Meinung 1947-1955,* Allensbach, Verlag für Demoskopie, 1956

• **Noelle- Neumann Elisabeth, Köcher Renate (eds)**, *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1998-2002. Balkon des Jahrhunderts,* Munich/Allensbach, Saur/Verlag für Demoskopie, 2002

• **Noelle- Neumann Elisabeth, Petersen Thomas**, « Die Bürger in Deutschland », in **Weidenfeld Werner (ed)**, *Die Staatenwelt Europas,* Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2009

• **Petersen Thomas**, « Die öffentliche Meinung », in **Weidenfeld Werner, Wessels Wolfgang (eds)**, *Jahrbuch der Europäischen Integration 2008,* Baden-Baden, Nomos, 2009

• **Petersen Thomas**, « Eine Erfolgsgeschichte. Die Deutschen blicken zufrieden auf die vergangenen 60 Jahre der Bundesrepublik Deutschland », *Frankfurter Allgemeine Zeitung,* 28 janvier 2009

• **Petersen Thomas**, « Zwischen Distanz und Akzeptanz. Nationalsymbole im Spiegel der öffentlichen Meinung », in **Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (ed)**, *Flagge zeigen ? Die Deutschen und ihre Nationalsymbole,* Bielefeld, Kerber, 2008

• **Petersen Thomas**, « Die gefühlte Ungerechtigkeit », *Frankfurter Allgemeine Zeitung,* 21 mai 2008

• **Staël Germaine de**, *Über Deutschland,* Francfort/Main, Insel, 1985 ; édition française : *De l'Allemagne*, Paris, Garnier Flammarion (2 tomes), 1967

• **Tömmel Ingeborg (ed)**, « Die Europäische Union – Governance and Policy-Making », *Politische Vierteljahresschrift*, n° 40/2007, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2008

• **Vienot Pierre**, *Ungewisses Deutschland. Zur Krise seiner bürgerlichen Kultur*, Bonn, Bouvier, 1999 ; édition française : *Incertitudes allemandes, la crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne*, Paris, Librairie Valois, 1931

• www.ifd-allensbach.de.